



HAL
open science

Les nouveaux élus locaux frontistes, des représentants “ sur-politisés ” pour repolitiser les assemblées locales ?

Arnaud Huc

► To cite this version:

Arnaud Huc. Les nouveaux élus locaux frontistes, des représentants “ sur-politisés ” pour repolitiser les assemblées locales ?. Le pouvoir local, entre politisation et dépolitisation, Association Française de Science Politique (afsp), Jul 2017, Montpellier, France. hal-03231345

HAL Id: hal-03231345

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03231345>

Submitted on 20 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

ST 36 - Le pouvoir local, entre politisation et dépolitisation

Arnaud Huc, Doctorant, Université de Montpellier, Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (UMR 5112), arnaud_huc@umontpellier.fr

Les nouveaux élus locaux frontistes, des représentants « sur-politisés » pour repolitiser les assemblées locales ?

Etude comparée de deux élus municipaux Rassemblement Bleu Marine

Le score historique obtenu par Marine Le Pen à l'occasion des élections présidentielles d'avril et son accession « aisée » au deuxième tour devant les candidats des partis traditionnels (Républicains et parti socialiste) a laissé penser à beaucoup de chroniqueurs que l'accession du FN à des postes de responsabilités devenait de plus en plus envisageable. En effet, l'intégration du FN dans les instances locales qui s'est produite depuis 2014 a permis à ce parti de se présenter comme « ancré » dans les territoires locaux. Le nombre d'élus du Front national a atteint 1992 depuis les dernières élections régionales c'est-à-dire 11 fois plus qu'en 2011. Néanmoins comme le soulignent Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer le FN reste malgré tout une force marginale en termes d'élusⁱ, la France compte en effet plus de 600.000 élus locaux, toute taille de collectivité confondue. Le FN représente aujourd'hui encore moins de 0.5% des élus locaux français.

Malgré tout, de cette augmentation apparemment anodine découle une profonde mutation de la façon de faire de la politique dans les assemblées locales où siègent désormais des élus du Front national. Ces derniers ont en effet su tirer parti des différents leviers mis à leurs dispositions pour s'opposer aux politiques locales votées par ces assemblées. Ils ont également, semble-t-il, contribué à repolitiser des arènes locales dans lesquelles les combats purement partisans s'étaient peu à peu gommésⁱⁱ comme l'expliquent Aurélia Troupel et Sylvain Baroneⁱⁱⁱ. Si de nombreux travaux ont été entrepris sur les relations entre élus de droite et d'extrême droite^{iv}, il n'existe encore que peu de travaux portant sur l'action des élus du FN dans ces assemblées d'échelon intermédiaire. Il nous semble donc intéressant de se pencher sur la manière dont le FN les investit, et en quoi cet investissement est révélateur d'une repolitisation singulière du pouvoir local.

Notre travail de thèse porte sur une approche ethnographique et comparative visant à étudier le Front national et ses électeurs dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône. Notre approche volontairement englobante nous a également permis de travailler sur des élus locaux du FN dans ces deux départements. Nous avons étudié deux lieux spécifiques ; d'une part nous avons suivi un élu frontiste de Grenay, une ville de 6000 habitants où le FN a réalisé un score de 71% des suffrages exprimés à l'élection présidentielle de 2017. Le candidat FN local est un ancien mineur à la retraite qui vit dans la ville depuis son enfance. Il est élu comme conseiller municipal d'opposition mais également comme conseiller départemental du Pas-de-Calais. Dans les Bouches-du-Rhône d'autre part, nous nous sommes intéressés à la ville de Fos-sur-Mer, ainsi qu'au principal représentant du Front national. Il s'agit d'un énarque, ancien fonctionnaire européen, installé dans la région depuis peu de temps. Il était au moment de notre enquête élu du conseil municipal d'Istres^v et de l'ancienne intercommunalité de Istres-Fos. Il a

depuis démissionné du Front national car il est rentré en profond désaccord avec Stéphane Ravier pour qui il était également conseiller à Marseille.

A partir de ces deux terrains nous avons mené un travail comparatif sur les relations que ces hommes politiques frontistes entretenaient avec les autres élus de leurs assemblées respectives. Notre travail a également porté sur l'évolution de la politisation de ces assemblées depuis que le Front national y est présent. Dans le cas de Grenay nous avons principalement étudié le conseil municipal de la ville dans lequel cinq élus frontistes sont présents. A Fos-sur-Mer nous avons étudié le conseil municipal d'Istres ainsi que l'ancienne assemblée intercommunale de Istres-Fos devenue au 1^{er} janvier 2016 « territoire » d'Ouest-Provence au sein de la métropole marseillaise.

Ces deux villes sont gouvernées par la gauche depuis plus d'une trentaine d'année. Grenay l'est par le PCF depuis 1946, ce parti a toujours été confronté à une opposition issue d'un regroupement de dissidents du parti, de quelques élus PS et de quelques personnalités plus centristes. L'opposition n'a jamais été idéologique au sein de cette assemblée mais basée sur les personnalités. L'irruption du front national dans cette assemblée fait suite à l'augmentation importante du vote FN sur la ville depuis les années 2000^{vi}. En 2012 Marine Le Pen arrive en tête lors des élections présidentielles sur la ville. En 2014 lors des élections municipales, seules deux listes sont en lice, d'un côté un rassemblement de la gauche mené par le PCF, de l'autre la liste du FN autour de laquelle se rallient quelques opposants historiques de la ville et déçus de la politique municipale PCF, comme le reconnaît le maire de la ville. Cette deuxième liste est battue mais obtient malgré tout 38% des suffrages exprimés. Le FN fait donc une entrée remarquée dans cette petite ville dirigée depuis plus de 50 ans par un PCF hégémonique^{vii} et fait entrer 5 élus dans un conseil qui en compte 19.

Istres, elle-aussi ville de gauche, n'est pas dans la même situation. Cette ville est aussi un bastion de gauche mais c'est celui d'une gauche socialiste qui est hégémonique depuis 1922. La droite n'a dirigé la ville que durant un court mandat de 1971 à 1977. Depuis la ville est le fief de François Bernardini, un homme politique poursuivi par les enquêtes judiciaires^{viii} et un proche de Jean-Noël Guerini. Là aussi, le FN a progressivement vu ses résultats augmentés au niveau national avant de tenter l'aventure municipale. En 2014, la liste du FN obtient 33% des suffrages exprimés sur la ville et peut envoyer 7 conseillers municipaux à l'assemblée communale. Cette entrée, tout aussi fracassante qu'à Grenay va provoquer les mêmes effets.

I. Des instances repolitisées par l'entrée du FN

Autrefois grandement dépolitisées car sous la férule d'un parti « hégémonique » et sans réelle opposition (1), ces deux villes voient leurs instances municipales changer radicalement avec l'entrée de conseillers FN ou plus exactement du Rassemblement Bleu Marine en leur sein (2).

1.Des instances dépolitisée avant 2014

L'arrivée du Fn en 2014 a lieu dans des instances municipales où les combats politiques sont dépolitisés sinon du moins apaisés depuis de nombreuses années. En effet, à l'image de nombreuses communes françaises, la lutte pour le pouvoir municipal à Istres et Grenay n'épouse que peu les oppositions partisans et idéologiques du paysage politique français. A Istres, les combats politiques menés depuis les années 1980 sont avant tout interpersonnels. La ville dominée par le PS est depuis 2001 le fief de François Bernardini. En 2008, son seul opposant est un dissident du PS, fils d'un ancien maire de centre-droit, Patrice Gouin. Ce dernier agrège à sa liste tant des membres dissidents du PS que des opposants de droite et de centre-droit. De même François Bernardini compte dans sa majorité municipale de l'époque quelques élus qui ne sont pas de son bord politique. Patrice Gouin, le dissident et opposant de 2008 se ralliera par ailleurs à François Bernardini pour les élections de 2014.

Cette absence de clivage politique local se retrouve également à Grenay. Cette ville dominée par le PCF depuis 50 ans ne compte aucune opposition de droite. S'affronte donc à chaque élection une liste du PCF majoritaire à une liste d'opposition qui agrège des élus socialistes, quelques dissidents PCF de la ville. Cette seconde liste est souvent soutenue du bout des lèvres par le PS et peut ainsi se placer sous sa bannière. Par ailleurs, certains élus et proches du PS se retrouvent parfois dans la liste municipale du maire selon les élections. Les scores extrêmement élevés de la liste majoritaire à chaque élection (74.74% des voix en 2008) ne permettent pas l'existence d'une opposition municipale solide et celle-ci fait dès lors plus office de « débatteur » que d'opposition « systématique » telle qu'on pourrait la retrouver dans une ville extrêmement clivée.

Ainsi, à l'image de ce que soulignait Anne-Sophie Petitfils^{ix} dans son étude de l'intercommunalité lilloise, la politique municipale sans clivage politique est l'une des caractéristiques de la dépolitisation locale. Elle se retrouve dans les deux villes de notre étude. Ces deux villes que nous comparons présentent également les deux autres caractéristiques d'une dépolitisation locale. D'une part, les maires en place, surtout avant 2014, affichent une identité locale, une identité « autochtone ». A Grenay, cette glorification d'une identité locale se fait d'une part par le rappel de la mémoire ouvrière et minière de cette ville sur laquelle se trouvait trois fosses. Les mines sont donc rappelées à chaque discours comme fondatrice de la solidarité locale et de l'esprit de tolérance et d'accueil de la ville. Les associations d'anciens mineurs, sont, dans cette ville du bassin minier lensois, fortement subventionnés. Le dernier syndicat de mineurs du bassin minier local se trouve ainsi à Grenay. La mairie participe également via des subventions à la promotion de livres portant sur l'histoire municipale. D'autre part, c'est également l'identité communiste qui est glorifiée dans cette ville, du moins jusqu'en 2014 et l'apparition d'un clivage FN/PCF. Jusqu'à cette année, le PCF se targuait de soutenir les plus pauvres de la ville en organisant des dons de nourriture aux personnes en besoin sur la ville. Les pratiques du maire précédent s'inspiraient alors du communisme municipal de la région parisienne^x.

A Istres également, l'identité locale est glorifiée, voire reconstruite à l'image de la volonté du maire. Cette ville a en effet vue sa population exploser depuis les années 1970 et les personnes qui y habitent aujourd'hui n'ont que très peu de racines locales. Le discours municipal est ainsi fortement axé sur une histoire locale que quasiment personne ne connaît. Istres est décrite par la mairie comme une ville de culture et de tolérance, une ville d'accueil, une ville de romanité également. Le maire se sert d'ailleurs de sa caractéristique d'autochtone pour critiquer l'adversaire FN de 2014 qu'il décrit comme un parachuté : « On ne peut admettre qu'un parachutage récent, qui justifie une grande ignorance des situations réelles, puisse se

compenser par une diabolisation des acteurs de cette ville. C'est une insulte lancée contre ses adversaires, mais c'est surtout une invective également subie par des milliers d'Istréens, c'est aussi un outrage à l'Histoire de notre ville. »^{xi}

Enfin, comme le rappelle Anne-Sophie Petitfils, la dépolitisation locale se caractérise par une volonté d'instaurer des relations directes entre l'élu et les citoyens. « Pour mobiliser, *le maire* utilise un répertoire fondé sur la proximité qui s'appuie sur la valorisation des relations interpersonnelles et sur le contact direct entre le représentant et ses administrés. »^{xii} A Grenay comme à Istres, les maires en place essaient d'instaurer ces relations directes avec leurs administrés. A Grenay, le maire depuis 2014, Christian Champiré, qui n'est pas de la ville, a fait un important travail d'insertion dans sa ville en allant quotidiennement à la rencontre des habitants et en essayant d'instaurer des relations personnelles avec eux. Pendant les premières années de son mandat c'est lui qui accueillait les habitants en mairie plutôt que ses conseillers municipaux. Cette stratégie est très largement commandée par le caractère « parachuté » de Christian Champiré qui était avant de venir à Grenay un professeur de collège et membre du PCF en banlieue parisienne.

A Istres, François Bernardini, enfant de la ville, affiche une proximité avec les habitants qu'il qualifie de naturelle. Le maire est ainsi réputé pour sa gouaille et son caractère ouvert auprès des habitants. Ce dernier semble chercher à flatter le discours d'une population locale finalement assez à droite sur le plan des valeurs en affichant un franc-parler et en n'ayant pas peur de se détacher des positions du PS départemental. Cette action que l'on peut associer à du populisme fait d'ailleurs réagir comme le démontre la réaction d'un ancien habitant d'Istres qui publie un article ciblant directement le maire d'Istres sur le site de Mediapart.^{xiii}

Ainsi, que ce soit à Istres ou à Grenay, la politique locale, avant l'entrée du Front national était grandement dépolitisés : un clivage gauche/droite quasi-inexistant, une volonté de promouvoir ou de créer une identité locale, une volonté d'avoir une relation personnelle et « populiste » avec les habitants. A Cela s'ajoute dans les deux instances municipales des discussions qui sont avant tout gestionnaires plutôt que politiques sur les enjeux de la ville. Il n'est entre 2008 et 2014 pas question de refuser un projet parce qu'il est porteur d'une vision de la société différente ou bien de s'opposer à une prise de position, notamment du maire PCF de Grenay portant sur des thématiques internationales^{xiv}. Les débats s'axent avant tout sur la gestion du budget de la ville et sur les montées ou baisses d'impôts locaux. La gestion de ces villes est donc une forme de management appliqué au local^{xv}.

2. Affronter le Front national aux élections municipales : le retour de la politique dans la campagne municipale

L'arrivée du FN dans la campagne municipale de ces deux villes a été une surprise pour les maires des deux villes. En effet, le maire de Fos-sur-Mer, ville voisine d'Istres doutait de la capacité du leader FN local, Adrien Mexis, de pouvoir trouver assez de personnes pour faire une liste. A Grenay, le maire sortant affirmait la même chose, ce qui est d'autant plus compréhensible dans une ville de 6000 habitants. Pourtant à Istres comme à Grenay, le score du front national aux élections présidentielles avait été très élevé. Avec 21,78% des suffrages exprimés à Istres et 34.7% à Grenay, le FN était le premier parti sur chacune de ces villes aux élections présidentielles de 2012.

L'entrée en campagne de ces listes FN et de leurs têtes de listes a recréé un clivage politique dans des villes qui se battaient pour des hommes plus que pour des projets politiques. Le FN joue dans chacune de ces villes sur la lutte contre la corruption et le système. A Istres, Adrien Mexis est aidé par les « casseroles » politiques qui collent à François Bernardini qui a été régulièrement inquiété par la justice au cours de sa carrière politique. La campagne politique devient rapidement un duel entre le maire sortant et Adrien Mexis, énarque, et installé depuis peu dans la ville. Ce dernier essaie de « sur-politiser » la campagne en la réduisant à un choix entre conservatisme et renouveau. Il joue sur la lutte contre la corruption et le remplacement du système politique local pour rallier des électeurs à son projet. Au second tour, il arrive deuxième avec 33.39% des suffrages exprimés contre 44.44% pour le maire sortant et 11.42% pour le candidat UMP, un dissident PS arrive dernier avec un peu plus de 10% des voix.

A Grenay, le candidat FN, Antoine Ibba, est un ancien mineur originaire de la ville. Il joue également sur le registre de la corruption de la municipalité PCF. Sa campagne s'axe sur l'envie de dégager « une municipalité qui gouverne la ville depuis 60 ans » et sur la lutte contre le système « stalinien » mis en place par le maire. violemment anti-communiste et « sur-politisé » il essaie de déplacer l'ensemble du débat autour d'une lutte entre communisme et progrès. Antoine Ibba veut faire figure d'enfant de la ville contre le maire parachuté PCF. Sa liste, seule liste d'opposition, rallie peu d'anciens dissidents, ceux-ci préférant retourner avec la municipalité sortante comme le rappelle le maire sortant : « Alors 2014 on a les municipales, la question qu'on se pose heu... c'est est-ce qu'il faut continuer à avoir ce mano à mano avec le parti socialiste ou est-ce que au contraire il faut essayer de les récupérer. Jean-Pierre Kuchéda est battu, on est plus dans les mêmes relations, les trois qui avaient été élus au conseil municipal en 2008 on a travaillé en bonne intelligence avec eux ils ont quitté le PS de Jean-Pierre Kuchéda et donc ils ont intégré notre groupe. On a quelqu'un qui heu..., qui représente qui est proche de Nicolas Bays qui nous sollicite pour faire partie de la liste et on se dit ouais pourquoi pas. On a peut-être fait une erreur, on aurait peut-être mieux fait de garder heu..., le PS dans l'opposition parce que du coup Antoine Ibba lui se présente, c'est la première fois que le FN peut se présenter aux municipales, la fois d'avant ils s'étaient présentés aux cantonales il avait été, on avait quelqu'un avant Antoine Ibba qui était un vrai militant FN depuis longtemps qui a mais là du coup les électeurs ils ont le choix entre la mairie sortante et le Front national ». In fine, la liste FN, seule liste d'opposition arrivera à obtenir un score de 38%. Le maire Christian Champiré se montrera surpris par ce score élevé : « En tout cas, je comprends qu'une partie de la population ne soit pas d'accord avec ce que nous accomplissons à Grenay. Mais je suis forcément déçu que certains puissent penser que le Front national soit une alternative »^{xvi}

3. D'une lutte gestionnaire à une lutte politique et idéologique

L'entrée du FN dans les instances municipales des deux villes s'accompagne, comme le rappelle les élus de la majorité de Grenay, d'une crispation « instantanée » des débats. En effet, on s'attend à ce que le FN utilise toutes les armes à sa disposition pour ralentir l'action municipale, faire durer les débats et détourner les discussions sur des sujets de politique nationale. On en vient à regretter l'ancienne opposition socialiste qui essayait, selon Christian Champiré, d'être constructive dans son opposition municipale.

Cette peur de l'entrée du FN dans les instances locales s'est par ailleurs également retrouvée au moment des élections départementales ou régionales où les élus socialistes du Pas-de-Calais craignaient que le FN découvre les facilités utilisées par le conseil départemental pour

accélérer son action et utilisent tous les éléments en leur possession pour bloquer cette action. Ainsi, une personne travaillant au conseil départemental du Pas-de-Calais expliquait en 2015 que : « Ils (le FN) sont assez pervers au niveau administratif, ils mettent assez facilement au tribunal administratif les associations. Alors moi je suis incapable de vérifier ce genre de. Mais heu..., une collègue me disait que ça se passait comme ça de toutes les façons. Alors c'est vrai que s'est devenu hyper procédurier à la région pour protéger les assos aussi parce que c'est les assos qui se retrouvent au tribunal administratif. » Ce phénomène au niveau du conseil départemental mais également à l'échelon municipal. Le FN découvrent lors de son arrivée dans l'hémicycle toutes les habitudes parfois proches de l'illégal des assemblées en place et font des recours pour supprimer ces procédures.

La crainte du caractère procédurier du FN se combine avec la peur d'un enkyttement du débat lors de la discussion des textes et de l'utilisation de la totalité du temps alloué au FN pour parler de politique nationale. L'entrée du FN dans ces instances municipales se fait en effet avec du personnel politique qui ne connaît pas les codes de la politique locale, et qui prend donc la politique locale comme une version réduite de la politique nationale, c'est-à-dire un combat teinté d'idéologie. C'est notamment le cas à Istres où le débat municipal, gestionnaire se transforme en lutte politique et en joute oratoire entre le maire PS François Bernardini, et Adrien Mexis, le principal représentant du FN (à l'image de ce qu'on pourrait voir à l'assemblée nationale). Les questions posées par Adrien Mexis portent en effet régulièrement sur les prises de positions de François Bernardini à l'échelle supra-communale. Il lui est par exemple demandé s'il soutient la politique de François Hollande sur la loi travail et d'autres textes nationaux sujets à débat.

Même au niveau municipal, le débat se teinte d'idéologie, le maire de la ville voisine d'Istres, Fos-sur-Mer, qui est présent à l'intercommunalité dans le même hémicycle qu'Adrien Mexis, parle d'un débat qui s'axe autour de thèmes chers au FN, notamment le non subventionnement des associations culturelles et la redirection de l'argent vers des choses matérielles (routes, magasins...) « Avec malheureusement derrière, heu..., et moi je le mesure à chaque fois que je me retrouve en séance avec les élus front national, et notamment avec Mexis en particulier. Qui est un malin. Heu..., le fond est toujours le même quand même. Le fond c'est le même, mais pourquoi vous financez la culture, pourquoi ? C'est toujours les mêmes questions qui remontent c'est-à-dire que le jour où on a ces gens-là à la gestion on sait où ça va taper on sait où ça va tailler, centres sociaux, les associations culturelles etc. etc. » Ainsi, plus que l'opportunité d'une subvention pour telle ou telle association, c'est l'idée de subventionner la culture en général qui est mis en débat par le FN. On passe ainsi d'un débat gestionnaire à un débat politique voire idéologique. La culture n'est pas vue par le FN comme un moyen d'ouverture et de découverte mais comme un moyen de propagande du Parti socialiste au niveau local. De ce fait, il faut pour Adrien Mexis combattre ces subventions qui sont, en plus des preuves de clientélisme municipal.

L'entrée du front national dans les instances municipales de ces deux villes rompt donc avec la dépolitisation en cours depuis des années dans ces dernières. La majorité municipale a dû s'armer d'éléments politiques nouveaux pour affronter le front national tend durant la campagne municipale que durant les séances de conseil. D'un autre côté, l'action au conseil municipal des élus frontistes a également contribué à repolitiser le débat local, en mettant le curseur non plus sur la pure gestion financière de la commune mais également sur les choix de politiques publiques des majorités au pouvoir. Cette repolitisation que nous constatons à l'échelon municipale par le cas de ces deux villes n'est pas isolé. Dans les assemblées départementales et régionales également, l'entrée du FN aux élections intermédiaires de 2015, a repolitiser le débat.

II. Des différences de stratégie

Si les deux conseillers municipaux frontistes d'Istres et Grenay contribuent largement à la repolitisation des assemblées municipales de leurs villes respectives, leurs stratégies, une fois arrivée au conseil municipal vont en revanche diverger. En point commun entre ces deux élus, la volonté de dénoncer la politique municipale et d'exposer les différents « scandales » locaux, qu'ils soient réels ou supposés. Néanmoins, Adrien Mexis, le leader FN d'Istres va se détacher d'Antoine Ibba en portant très largement le débat sur l'idéologie du PS et va ainsi utiliser les conseils municipaux comme porte-voix de ses idées politiques nationales ou locales, il aborde donc de façon régulière des sujets portant sur des choses plus abstraites que le simple vote d'arrêtés municipaux. D'autre part, Antoine Ibba, va, à Grenay, utiliser une méthode consistant à essayer de bloquer systématiquement tout projet municipal de la mairie communiste en faisant des recours systématiques et des demandes d'éclaircissements constantes lors des assemblées municipales.

1. Un point commun, l'envie de dénoncer les agissements de la mairie en place

Ainsi, les candidats de ces deux villes distantes de plusieurs milliers de kilomètres se rejoignent par leur volonté commune d'utiliser les scandales réels ou supposés des majorités en place pour « alerter » la population.

A Istres, le candidat du FN, Adrien Mexis considère que François Bernardini est touché par les affaires comme il nous le rappelle dans une interview que nous avons réalisée avec lui : « Faut voir à mon avis, car mine de rien Bernardini il a ça, c'est qu'il est, heu..., faut que je fasse attention en le disant, il est honnête dans son aversion c'est-à-dire que quand il te le dit pas il te le montre, l'autre est plus sinueux. Par ailleurs je pense que Bernardini est un beaucoup plus gros affairiste que l'autre qui est plutôt bas de gamme là-dessus. Je n'ai pas de preuve là-dessus donc je peux pas en parler. Chose est-il que, qu'est-ce que je voulais dire là-dessus, oui je vais regarder quand même avec mon avocat de ce qu'il en est de ce qu'il a dit là. » Par ailleurs, Adrien Mexis ne se prive pas d'en parler ouvertement durant les sessions de conseil municipal. Il cite ainsi régulièrement les articles de journaux qui parlent des différentes et nombreuses affaires de François Bernardini^{xvii}. Comme le rappelle par ailleurs le journal « François Bernardini a été condamné en juin 2001 à 18 mois de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité pour abus de confiance. L'ancien responsable de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône avait dû démissionner de son poste de maire d'Istres. Il a été réélu maire en 2008 »^{xviii}. L'effet principal de ce genre de déclarations et de questions faites au maire en place et de prendre du temps usuellement consacré à la discussion et au vote d'arrêtés municipaux. Surtout il permet d'assurer la position de principal opposant municipal d'Adrien Mexis. Il cherche ainsi à passer pour un élu intègre et dont la mission principale est de dénoncer les dérives du pouvoir local et la gabegie municipale de la ville d'Istres.

A Grenay, la stratégie de l'opposant FN est identique à celle d'Adrien Mexis. En effet, Antoine Ibba, critique ouvertement la façon de faire de la politique des communistes grenaisiens. Ne disposant pas de preuves de scandales sur Christian Champiré, le maire de la ville, il généralise régulièrement son propos en parlant soit de scandales plus anciens, soit de scandales plus

grands. Il rappelle ainsi que : « Ah ouais voilà c'était le régime communiste, c'était le régime stalinien, ah oui je l'ai dit dans mes tracts moi et j'ai tous les rapports, j'ai tout. Je sais très bien, le mur il a été abattu en 91 ici. Ouais, encore pire, encore pire ! Parce que le mur de Berlin ne vous voyiez rien. Mais là y'avait des portes fallait venir avec des laissez passer, vous vous rendez compte les gens travaillaient au fond de la mine ils y étaient, ils se côtoyaient, ils travaillaient ils faisaient le même métier mais y'avait des privilégiés qu'ils avaient leur carte, soit CGT, soit communisme^{xix}, c'est pour cela que mon père il a toujours été anti-communiste et il était travailleur, travailleur estimé. » Au sein de l'assemblée communale, les propos d'Antoine Ibba visent également la mairie en place et les aides qui sont notamment allouées aux plus démunis, aides qui sont considérées par lui comme du clientélisme plutôt que de la solidarité désintéressée vis-à-vis des plus pauvres.

A travers l'exemple de ces deux villes et de ces deux conseillers municipaux d'oppositions labellisés FN (ou plus exactement RBM) on trouve une même méthode qui insiste sur l'exposition des scandales de la mairie en place. Cette stratégie contribue par ailleurs à la repolitisation de ces assemblées qui assistent depuis 2014 à une vraie opposition entre groupe majoritaire et groupes minoritaires. Pour autant, l'action d'opposition des élus FN ne se limite pas à cette seule stratégie. D'une part, l'ex-élu FN d'Istres cherche à utiliser le conseil municipal comme caisse de résonance, d'autre part l'élu grenaisien essaie de mettre en place une stratégie d'obstruction à la politique municipale PCF.

2. A Istres, utiliser le conseil municipal comme portevoix

A Istres contrairement à Grenay, le conseil municipal sert de porte-voix pour l'opposant du FN qui ne fait pas de l'accession à la mairie d'Istres une fin en soi. Son activité au conseil municipal de la ville lui sert comme lieu d'implantation local pour les échéances ultérieures (notamment élections régionales et législatives). Il profite par ailleurs de son temps libre pour être conseiller de Stéphane Ravier, maire du 7^{ème} arrondissement de Marseille (ses rêves ne se sont pas concrétisés puisque suite à un différend avec ce dernier, il a quitté le parti et démissionné de toutes ses fonctions politiques). Il est ainsi un professionnel de la politique et est formé à l'utilisation extensive des différents canaux de diffusion que lui offre son poste de conseiller municipal.

L'organisation matérielle des conseils municipaux istrois permettent à Adrien Mexis d'utiliser les différentes sessions à des fins médiatiques. En effet, ces conseils municipaux sont filmés et enregistrés et cela permet au candidat FN de réutiliser certaines séquences du conseil municipal où il s'exprime afin d'alimenter son blog. C'est d'ailleurs lui qui avait milité pour la mise en place de ces enregistrements : « Le maire a fait ce qu'il été obligé de faire et ce qu'on l'a poussé à faire. On lui avait rappelé qu'il était obligé de nous laisser filmer pour qu'enfin le public istréen puisse savoir ce qu'il se passe ici. Ce n'est pas la même chose de voir un film et d'avoir un compte-rendu plus tard. On l'a forcé à appliquer notre programme municipal qui était de retransmettre tous les conseils municipaux pour que cette maison soit transparente.»^{xx} De cette caractéristique matérielle en découle donc une envie, sinon une nécessité de « briller » lors des échanges fréquents avec le maire d'Istres dont la gouaille en fait un adversaire de haut vol pour Adrien Mexis. C'est d'ailleurs cette forte maîtrise de la rhétorique par le maire en place qui décourage les autres élus FN de prendre la parole lors des séances de conseil municipal.

De ce fait, l'activité d'Adrien Mexis au sein du conseil municipal d'Istres est le lieu d'un combat politique qui dépasse les frontières municipales. Il s'agit pour lui de prendre régulièrement position sur les postures et les déclarations politiques de François Bernardini et du PS. Il s'agit également de trouver des points de clivages vis-à-vis des décisions municipales du maire, surtout lorsque celles-ci portent sur des domaines touchant à la fiscalité, spécialité d'Adrien Mexis. On assiste donc à un dépassement, sinon à un détournement, de la fonction primaire du conseil municipal dans un France locale plutôt dépolitisée, c'est-à-dire la gestion technique d'une ville.

Cette utilisation médiatique des conseils municipaux par Adrien Mexis ne se retrouve pas à Grenay où le candidat en place, Antoine Ibba n'est pas un professionnel de la politique et n'a pas la même utilisation du porte-voix que pourrait être le conseil municipal de la ville pour exposer ses idées. Cela est renforcé par le fait qu'il est déjà extrêmement bien intégré à la vie grenaisienne, il est en effet entraîneur du club de foot de Grenay et, connaît de ce fait beaucoup de ces concitoyens et peut donc discuter directement avec eux de politique. De plus, les conseils municipaux de Grenay ne sont pas enregistrés et il est donc peu utile pour lui de chercher à faire un maximum de bruit dans cette instance.

3. A Grenay essayer de ralentir le plus possible l'action politique du maire

Antoine Ibba, le leader du FN sur Grenay, n'a pas pour vocation de se servir du conseil municipal comme porte-voix d'une ambition personnelle. Cet « autochtone » était en effet déjà inséré dans la vie locale avant d'être élu au conseil. Il sera également élu en 2015 au conseil départemental du Pas-de-Calais mais l'origine de cette « promotion » provient du FN qui cherchait des candidats pour cette élection plus que de sa volonté propre.

De ce fait, l'action municipale du leader grenaisien est moins guidée par un calcul politique à long terme que l'était celle d'Adrien Mexis au conseil municipal d'Istres. Son action « sur-politisée » est guidée par une volonté de s'opposer frontalement et totalement à la mairie PCF. La stratégie qu'il utilise en conséquence est bien différente de celle d'Adrien Mexis et dénote de son caractère « non-professionnel » de la politique. L'écoute des différentes séances de conseil municipal et de leurs comptes rendus montrent une volonté manifeste d'obstruction. Pour se faire, le candidat FN et ses colistiers utilisent plusieurs méthodes.

Premièrement, le leader FN a pour habitude de demander à chaque vote d'un arrêté municipal l'explication complète du texte et sa présentation par le maire ou un des membres du conseil municipal. Cette explication est ensuite l'occasion pour l'opposition FN de poser une série de questions portant ou non sur le texte. On sort ainsi du cadre d'un conseil municipal dépolitisé ou, en général, les textes sont discutés et travaillés en commission par les conseillers de la majorité et de l'opposition puis voté sans explication complémentaire par le conseil municipal lors des séances de conseil.

Deuxièmement, les différents conseillers FN présentent régulièrement de nombreux amendements sur différents arrêtés municipaux. Ces amendements peuvent avoir pour objet de rediscuter un point de détail ou parfois même de supprimer l'intérêt principal de l'arrêté, en coupant ses financements de moitié par exemple. Ils sont rejetés les uns après les autres par le conseil municipal mais permettent au leader FN de ralentir le travail municipal. Ces amendements et ces passes d'armes sont régulièrement l'occasion pour le maire de rappeler la

nécessité de participer aux commissions dans lesquelles sont discutés ces textes et au cours desquels, en général, les élus FN donnent leur accord. Ces amendements régulièrement déposés s'associent aux différentes motions que le FN municipal propose souvent sur la ville. Parmi celle-ci on peut en citer une en janvier 2017 qui porte sur les migrants et dont le texte dans le journal municipal est le suivant : « Notre groupe a déposé une motion *Ma commune sans migrants*. Le groupe communiste a voté contre 24 voix, notre groupe a voté pour 5 voix, nous ne pouvons accepter toute la misère du monde. Grenay est classée parmi la ville la plus pauvre du département alors si nous ne voulons pas nous non plus sombrer dans la misère, réfléchissons et protégeons-nous... Quand certains parlent des frontières, elles sont où ? Nous vivons avec la peur constante d'un prochain massacre. Nous voulons des minutes de silence pour nos soldats morts au champ d'honneur pour défendre notre pays et non pour des assassinats. Vos cinq élus sont à votre écoute, malgré tout bon Noël, bonne année.^{xxi} »

Pour terminer, c'est l'utilisation du temps de parole qui est régulièrement sujet d'enjeu lors des conseils municipaux. En effet, les candidats FN essaient régulièrement de couper la parole par des invectives ou des réactions aux différentes déclarations ou prises de positions du maire. Ces coupures répétées aboutissent parfois à un refus de leur accorder la parole sur les différents textes par le maire PCF Christian Champiré.

Il est à noter que ces techniques de ralentissement du travail municipal se retrouvent également dans le cadre du conseil municipal istrois mais à une échelle largement moindre, en effet comme nous l'avons souligné dans le paragraphe précédent, l'ex conseiller FN Adrien Mexis utilise le conseil municipal à d'autres fins que ne le fait Antoine Ibba. Surtout, au sein du conseil municipal istrois, c'est le maire François Bernardini qui mobilise de façon naturelle une grande partie du temps de parole de par son caractère expansif.

Conclusion

Nous constatons, au travers des deux villes de notre étude que l'entrée d'élus FN dans ces conseils municipaux est l'occasion d'une crispation de la part des élus majoritaires qui sont confrontés à des acteurs nouveaux et se présentant comme étant en opposition radicale avec les pratiques de la majorité municipale. De ce fait les pratiques internes aux conseils municipaux sont profondément modifiées avec le retour forcé à une lourdeur délibérative qui avait petit à petit disparu de ces conseils municipaux dépolitisés. En plus de cet alourdissement on remarque une réorientation des débats vers des aspects beaucoup plus politiques voire idéologiques de la gestion municipale. Sont ainsi régulièrement débattues la gestion des associations culturelles, l'accueil des migrants et les subventions des associations. Pour finir, on assiste à une volonté d'exposer et de prospérer sur les scandales réels ou supposés des majorités municipales.

Néanmoins, les stratégies des deux élus FN étudiés divergent assez grandement selon leur compétence politique et leur stratégie globale vis-à-vis de la politique. Là où le conseiller FN istréen privilégie l'utilisation du conseil municipal comme porte-voix de ses idées politiques, en tirant partie du caractère enregistré en vidéo des sessions du conseil municipal, le candidat FN grenaisien cherche plutôt à s'opposer frontalement et à ralentir le travail municipal de la mairie PCF. Chez le candidat istréen en effet, l'action au conseil municipal n'est pas une fin en soi et fait partie de son désir d'implantation locale sur la région marseillaise. Il associait en effet son mandat municipal avec son action de conseiller du maire Stéphane Ravier. C'est d'ailleurs, comme énoncé plus tôt, suite à un désaccord avec ce dernier qu'il a

démissionné de ses mandats politiques et quitté le Front national. A Grenay, le conseiller FN déjà largement implanté sur la ville préfère essayer de bloquer l'action municipale du maire PCF. Il est en effet ouvertement anti-communiste et fait de l'action contre le communisme municipal son principal cheval de bataille plutôt qu'une implantation plus large dans la politique régionale et nationale.

Dans une France locale qui se dépolitise depuis maintenant plus de deux décennies^{xxii}, l'entrée d'élus FN « sur-politisés^{xxiii} » aux différentes assemblées a peut-être été l'occasion d'une pause dans ce processus. Il ne s'agit pas pour nous de dire que les élus FN vont, à terme entrainer la repolitisation de l'espace local, comme pourrait pourtant le suggérer les exemples de politiques municipales frontistes basées sur une vision « idéologique et partisane » du local, notamment à Béziers^{xxiv}. Le nombre trop faible d'élus FN, le caractère plural de leur volonté d'agir en politique nous donne l'impression d'un effet localisé et temporaire de cette repolitisation et ce malgré un sur-investissement de certains de ces nouveaux élus dans la politique locale. Malgré tout, beaucoup d'élus frontistes ou RBM ne siègent et/ou n'agissent que peu ou plus aux assemblées où ils sont élus et certains ont été désignés candidats sans être vraiment volontaires^{xxv}. Il n'y a donc pas de mouvement général unifié de repolitisation initié par l'entrée d'élus FN au sein d'assemblées locales. La repolitisation des instances locales par les élus FN sera fortement fonction des élus FN en question. On peut par ailleurs penser que ces derniers « s'assagiront » au fil du temps et adopteront les pratiques politiques de ces dites instances.

ⁱ Sylvain Crépon, Alexandre Dézé, Nonna Mayer, *Quelles perspectives pour le Front National ?* in Les faux semblants du Front National, Paris, SciencesPo Les presses, 2015.

ⁱⁱ Stéphane Cadiou, *Le Pouvoir Local en France*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2009.

ⁱⁱⁱ Aurélia Troupel, Sylvain Barone, *Battre la campagne ; élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Harmattan, 2010.

^{iv} Thierry Bloss, *Le vote Front national dans les Bouches-du-Rhône : « Laboratoire » de l'alliance entre la droite et l'extrême droite ?*, in *Revue française de Science Politique*, 1999.

^v Marine Le Pen a obtenu un score de 50.52% des suffrages exprimés au second tour de l'élection présidentielle de 2017 à Istres.

^{vi} Cette augmentation est générale dans le Pas-de-Calais depuis le début des années 2000.

^{vii} La ville de Grenay fera d'ailleurs l'objet d'un reportage de Canal+ à ce sujet : « une semaine avec des électeurs FN à Grenay », le supplément, Canal+, 19/04/2015.

^{viii} Libération, Bernardini, 64 millions d'argent public dépensés frénétiquement. L'ex-maire d'Istres à nouveau accusé de gestion irrégulière, 2000. http://www.liberation.fr/societe/1998/05/06/bernardini-64-millions-d-argent-public-depenses-frenetiquement-l-ex-maire-d-istres-a-nouveau-accuse-_237965

^{ix} Anne-Sophie Petitfils, « Les stratégies de dépolitisation de députés-candidats de l'UMP aux élections municipales de 2008 dans la métropole lilloise », *Savoir/Agir* 2013/3 (n° 25), p. 47-54.

^x Voir Paul Thibaud, « Le communisme municipal », *Esprit*, No.353, 10/1966, pp. 413-422.

^{xi} François Bernardini, 2014, *Discours d'investiture*

^{xii} Anne-Sophie Petitfils, « Les stratégies de dépolitisation de députés-candidats de l'UMP aux élections municipales de 2008 dans la métropole lilloise », *Savoir/Agir* 2013/3 (n° 25), p. 52.

^{xiii} Frédéric Grimaud, « Quand socialisme rime avec populisme: lettre ouverte à François Bernardini », *Médiapart*, 2013.

^{xiv} Le conseil municipal de Grenay prend en effet régulièrement position sur les enjeux internationaux, que ce soit le conflit israélo-palestinien ou les guerres qui ont eu lieu en Syrie et en Libye.

^{xv} Le pouvoir local en France

^{xvi} Christian Champiré, cité par *La voix du Nord* in « À Grenay, Christian Champiré a gagné face au FN «qui n'avait pas de projet», 27/03/2014.

^{xvii} Par exemple, Perquisition à la mairie d'Istres pour une affaire de marché public, France3, 29/03/2017, <http://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/istres/perquisition-ce-moment-mairie-istres-affaire-marche-public-1223739.html>

^{xviii} Ibid

^{xix} C'est ainsi qu'il prononce le mot communiste. Nous pensons qu'il s'agit d'un élément important dans sa relation avec cette idéologie et le PCF, c'est pour cela que nous n'avons pas modifié son erreur de prononciation.

^{xx} Le conseil municipal d'Istres désormais filmé et diffusé en direct, Maritima.info, 2014-12-19.

^{xxi} Les élus FN du conseil municipal de Grenay, Regard (journal municipal), janvier 2017.

^{xxii} Anne-Cécile Douillet, Rémi Lefebvre, Sociologie politique du pouvoir local, 2017.

^{xxiii} Le concept « d'élus sur-politisés » que nous utilisons dans cet article rend compte du décalage entre ces nouveaux élus municipaux qui ont une vision faussée des conseils municipaux en les « confondant » avec une version réduite de l'assemblée nationale. Ce décalage est augmenté par le caractère grandement dépolitisée de nombreuses assemblées communales de petites et moyennes villes françaises. De ce fait, ces élus apparaissent comme sur-politisés par rapport au milieu auquel ils accèdent.

^{xxiv} Béziers : nouvelle polémique autour des migrants, Midi Libre, 2016-10-16.

^{xxv} Candidats mort ou inscrits sans leur accord : cafouillages sur des listes FN, le Monde, 17/03/2014. http://www.lemonde.fr/municipales/article/2014/03/17/candidats-morts-ou-inscrits-malgre-eux-cafouillages-sur-des-listes-fn_4384729_1828682.html#T67OmLhteXHjCKE.99